



Revue et site sous la responsabilité du Bureau exécutif de la **IV^e Internationale**.

Réchauffement climatique et fuite en avant du capitalisme fossile, la première menace pour la santé publique mondiale !

25 SEPTEMBRE 2026 PAR **FRANK PROUHET**



Fontaine du Lustgarten à Berlin, en Allemagne, pendant la vague de chaleur de juin 2026. © Roy Zuo / CC BY-SA 4.0.

CLIMAT

numéro: 748 - septembre 2026



Le réchauffement climatique est une bombe à retardement sanitaire, dont les morts liées aux canicules ne sont que la face émergée. Et comme toujours, la facture n'est jamais présentée aux responsables !

La catastrophe climatique n'est pas pour demain, elle est déjà là. Cet été 2026 en apporte la preuve, avec des vagues de canicules sans précédent en Europe de l'Ouest. 540 000 hectares de forêts sont partis en fumée dans l'Union

européenne depuis la mi-juin, des récoltes ont été brûlées par le soleil et des fleuves sont à sec, contraignant les centrales nucléaires à l'arrêt. De gigantesques inondations ont eu lieu en Chine, alors que la Tunisie, Chypre ou l'Algérie connaissent des sécheresses et pénuries d'eau sans précédent. Une fonte et un effondrement glaciaires au Népal ont provoqué un tsunami de boue et de glace qui a conduit à la mort de milliers de personnes. L'empreinte carbone au Népal est de 0,6 tonne de CO₂ par habitant·e, très loin des 8,2 tonnes des Français·es et des 17 tonnes des Étatsunien·nes. Pourtant le toit du monde se réchauffe deux fois plus vite que le reste de la planète et, pour cause de réchauffement climatique, risque de perdre au moins 7 % de son PIB à l'horizon 2050, selon la Banque mondiale (1) Ceux qui ne sont pas convoqué·es au banquet du capitalisme fossile en paient la note.

Mais les répercussions du réchauffement climatique sur la santé humaine vont bien au-delà des mort·es de la canicule ou des englouti·es du Népal. Au point qu'à la veille de la COP26, dans un éditorial historique et retentissant, publié simultanément par 233 revues médicales internationales, le prestigieux *British Medical Journal* faisait du réchauffement climatique et de l'échec des dirigeants de ce monde à maintenir la hausse des températures en dessous de 1,5 °C, la première menace pour la santé publique mondiale.

«*Qui aurait pu prédire ?*» nous disent Macron, le président français, et les principaux dirigeant·es du capitalisme mondial. Pourtant, depuis 2015, sur le modèle du GIEC, la revue médicale *The Lancet* publie année après année les chiffres-clés de la détérioration, sous l'effet du climat, des principaux indicateurs de la santé mondiale, dans *The Lancet Countdown*, le compte à rebours sur la santé mondiale et le réchauffement climatique. Il est le fruit du travail de plusieurs centaines de chercheur·ses, de 71 établissements universitaires et des agences des Nations unies, dont l'OMS.

Depuis deux siècles, une classe sociale brûle des combustibles fossiles pour les transformer en valeur. C'est le moteur du capitalisme. Et malgré toutes les alertes, elle est bien décidée à continuer !

Canicules, combien de morts ? Capital, combien de profits ?

Il est encore trop tôt pour connaître le nombre de morts des épisodes caniculaires de cet été. Mais, pour mémoire, l'étude Canicule a porté le bilan de la canicule de 2003 à près de 20 000 morts en France, 70 000 pour toute l'Europe (2) . Et les chercheur·ses n'ont pas observé de « rattrapage » de la mortalité : ces victimes ne seraient pas mortes quelques semaines plus tard si la vague de chaleur n'avait pas eu lieu !

La chaleur révèle les inégalités sociales : les quartiers parisiens les plus denses, les plus pauvres et les moins végétalisés sont ceux où la mortalité liée à la chaleur a été la plus élevée, avec des températures nocturnes parfois supérieures de 5 à 8 degrés à celles des espaces verts périphériques. Vivre sous les toits, ne pas pouvoir se payer un ventilateur, travailler dans le bâtiment ou vivre seul avec l'allocation aux adultes handicapés et prendre des antidépresseurs nuit gravement à la santé !

Selon le rapport 2024 du *Lancet Countdown*, la mortalité liée à la chaleur a augmenté de 63 % depuis les années 1990, pour atteindre une moyenne annuelle de 546 000 décès entre 2012 et 2021. Un chiffre déjà ancien, certainement dépassé avec la vague de chaleur de 2026, et qui est appelé à augmenter encore avec les effets cumulés d'un réchauffement climatique qui s'aggrave et d'un El Niño historique.

Les fumées du capital et de ses mégafeux...

Le changement climatique multiplie les mégafeux, qui libèrent du CO₂, des particules fines, des composés organiques volatils et des oxydes d'azote. Il favorise également la formation d'ozone troposphérique (3), un gaz à effet de serre puissant, polluant agressif qui aggrave asthme, bronchite et emphysème (4) et baisse les rendements agricoles. Tous ces éléments se renforcent mutuellement, pour le plus grand malheur de nos poumons, s'additionnant aux brûlis agricoles chroniques en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud-Est ! La seule exposition aux fumées et particules fines PM_{2,5} des feux de forêts – très liés au réchauffement climatique – aurait causé environ 154 000 décès en 2024. Ces derniers surviennent par l'augmentation de la mortalité cardiovasculaire, des AVC et des pathologies respiratoires... Et, même si les liens sont moins certains, par aggravation du diabète, des maladies rénales et neurologiques. Ensemble, feux de forêts, brûlis, feux de végétation pourraient être responsables de près de 1,53 million de morts, selon une étude du *Lancet* (5).

En Europe, même des régions plus humides et fraîches, comme la Belgique et l'Allemagne, ont battu leurs records de mégafeux. Le Canada, la Sibérie connaissent des brasiers géants et incontrôlables dans les forêts boréales, le plus grand biome du monde, qui libèrent ainsi des quantités colossales de CO₂. Ils diminuent également la couverture neigeuse ou glaciaire, réduisent la réflectivité du sol et favorisent une absorption accrue du rayonnement solaire. Ils fragilisent encore plus le pergélisol (6), qui stocke à lui seul 2,8 fois plus de CO₂ qu'il n'y en a dans l'atmosphère. Une bombe à retardement.

Le dégel du *permafrost* peut aussi mettre en circulation des bactéries et des virus piégés depuis des milliers d'années. Et d'autant plus anciens qu'ils sont

profonds. En 2016, cela a déjà provoqué une épidémie d'anthrax chez les rennes en Sibérie, qui a coûté la vie à un enfant. C'est un risque sanitaire émergent qui rend encore plus inquiétants les projets de Trump d'annexion du Groenland pour y chercher en profondeur les métaux stratégiques nécessaires à la croissance capitaliste, avec le risque d'exposer les sociétés humaines à de nouveaux agents pathogènes.

Le *Lancet Countdown* estime en outre qu'en plus du réchauffement, l'absence de transition vers des sources d'énergie propres a également entraîné, en 2022, 2,5 millions de décès dus à la pollution atmosphérique extérieure liée aux combustibles fossiles, notamment à travers les PM_{2,5}. Parmi eux, près d'un million de décès sont dus au charbon, et près de 1,5 million sont attribuables au pétrole (essentiellement à travers les transports), et au gaz, dont la combustion dégage aussi des particules fines, responsables de maladies cardiovasculaires, d'AVC, de cancers du poumon et de maladies respiratoires chroniques.

Des progrès ont été enregistrés en matière de décès liés à la pollution atmosphérique extérieure due aux combustibles fossiles. Ils ont diminué de 5,8 % depuis 2010, ce qui a permis d'éviter 160 000 décès par an, et créé des emplois plus sains et plus durables. Mais ces progrès ont essentiellement bénéficié aux pays capitalistes développés. Entre 2010 et 2022, il y a eu chaque année une diminution de l'ordre de 28 morts pour 100 000 habitant·es en France, contre 3 en plus au Brésil ou au Cambodge, et 21 en plus en Inde, qui a connu une hausse de 38 % des décès liés à la pollution depuis 2010. La mondialisation libérale a transformé l'Inde et la Chine en usine, mais aussi en cheminée du monde. Chaque toux évitée à Paris s'est simplement déplacée à Bombay, car elle coûte moins cher à soigner, dessinant la carte du capitalisme mondialisé. Les bonnes nouvelles ne sont pas pour tout le monde !

La fabrique des pandémies et des maladies infectieuses

Le réchauffement climatique n'agit jamais seul, mais il favorise les conditions écologiques de transmission et de saut des barrières d'espèce de nombreux pathogènes, tout en élargissant les territoires où cela se produit. Or les grandes pandémies – grippe espagnole, VIH, SRAS, Ebola ou Covid – sont toutes nées d'un même mécanisme : le franchissement des barrières d'espèce, rendu possible par le rapprochement forcé entre le sauvage et l'humain. Le rythme des pandémies s'accélère, à mesure que le capital accélère le rythme du mitage (7) et de la déforestation pour le bois, la monoculture de palme ou les diamants du sang, qu'il développe l'élevage intensif et l'urbanisation sauvage, dans des territoires oubliés de la santé publique, et qu'il met les peuples en insécurité alimentaire et pousse au commerce d'espèces sauvages. Chaque hectare rasé raccourcit la distance entre un virus dormant et sa future victime

humaine. L'étude Georgetown (8) , qui fait référence, attend au moins 15 000 transmissions virales interespèces d'ici 2070, dans un scénario à + 2 °C. Avec un rôle central des chauves-souris, mobiles et porteuses de nombreux virus.

La dengue, connue depuis des siècles, a explosé depuis les années 1950. La superposition des zones de développement des quatre types de dengue par les mouvements de population de la Seconde Guerre mondiale et l'urbanisation rapide a même fait émerger une nouvelle forme de dengue, hémorragique, aux Philippines, en Thaïlande, puis dans le monde entier, qui fait entre 10 000 et 20 000 décès par an.

Le réchauffement climatique raccourcit d'ailleurs le cycle de développement des moustiques et augmente la vitesse de multiplication des virus en leur sein. Chaque été, les transmissions locales progressent en Europe, car depuis les années 1950, les conditions de température et d'humidité sont devenues environ 50 % plus favorables au moustique-tigre, qui en est le vecteur. Cette aptitude climatique à la transmission, qui permet d'isoler la part climatique du risque, a progressé aussi de 13,9 % pour le paludisme à *Plasmodium falciparum*. Cela représente près de 300 millions de cas et environ 610 000 décès en 2024 (9) , surtout en Afrique, et les territoires touchés ont augmenté de 17,1 %, notamment dans les hauts plateaux andins ou d'Afrique de l'Est qui se réchauffent.

En Chine, le risque de diarrhée infectieuse liée aux précipitations extrêmes a augmenté de 3,0 % depuis la période 1986-2005. L'étude Mora (10) a montré que 58 % des maladies infectieuses humaines connues peuvent être aggravées par au moins un aléa climatique: chaleur, sécheresse, inondation ou tempête. La nature se venge d'un monde où les écosystèmes ne sont que des puits de profit à exploiter!

L'insécurité alimentaire

Par rapport à la période 1981-2010, 123,7 millions de personnes supplémentaires sont confrontées à une insécurité alimentaire modérée ou grave liée à une recrudescence des sécheresses et des vagues de chaleur, des pénuries d'eau et des inondations, qui baissent les rendements agricoles. Il s'agit d'une double peine puisque la montée du CO2 baisse aussi la qualité nutritive et la teneur en protéines et minéraux (fer, zinc) des principales céréales, comme le blé et le riz. Les aliments deviennent plus caloriques, mais moins nutritifs. Sans compter que sur le marché mondial de l'agroindustrie, les pénuries favorisent les mécanismes de spéculation, de hausse des prix, qui privent les plus pauvres d'accès à une alimentation de qualité, fragilisent leurs défenses immunitaires, favorisent les épidémies, violences, exode rural, migrations et pauvreté, détruisent les solidarités, favorisent les mariages

précoces et le retrait de l'école de fillettes... L'insécurité alimentaire est une donnée centrale de la dynamique du réchauffement climatique.

La biodiversité, notre sécurité sanitaire et alimentaire

Le réchauffement climatique a un effet multiplicateur sur les principaux éléments en cause dans l'effondrement de la biodiversité: la destruction des habitats par la déforestation capitaliste et la bétonisation, la surpêche des bateaux-usines, l'appauvrissement génétique des cultures et des fermes-usines de l'agrobusiness, les pollutions d'une industrie surtout soucieuse de rentabilité, l'introduction d'espèces envahissantes. Notre sécurité alimentaire en dépend: pollinisation, dégradation de la qualité des sols et filtration de l'eau...

Le réchauffement de l'air favorise le réchauffement, l'acidification et la désoxygénation des océans. Ces phénomènes vident la mer de ses coraux, qui sont une zone de nourrissage essentielle et protègent les côtes de la houle. Ils favorisent le déclin et la migration de nombreuses espèces de poissons. Or le rapport Nexus de l'IPBES (Plate-forme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques) (11) défend, avec l'OMS et le GIEC, l'idée que la santé des écosystèmes, des animaux et des humains est interconnectée. C'est l'approche One Health, une seule santé.

Dans un milieu à la riche biodiversité, par un effet de dilution, les organismes pathogènes pour les humains et les animaux «se perdent», alors que l'effondrement de la biodiversité favorise les germes opportunistes et les franchissements de barrières d'espèce. Par exemple, aux États-Unis, dans un milieu fragmenté par l'urbanisation, les tiques vont surtout rencontrer des souris à pattes blanches, qui hébergent et transmettent très bien aux tiques la bactérie responsable de la maladie de Lyme. Dans un milieu plus riche, elles rencontreront aussi opossums ou écureuils, qui transmettent mal la bactérie, voire toiletent les tiques. Dans ce cas, l'infection des tiques diminue, le risque pour les humains aussi. La destruction des écosystèmes libère le CO2 stocké et appauvrit une biodiversité qui est le premier réservoir des molécules thérapeutiques, d'hier (aspirine, pénicilline...) et de demain!

Asthme, allergie... le capitalisme qui étouffe!

30 % de la population mondiale souffre aujourd'hui d'allergies, contre seulement 4 % à la fin des années 1960. 363 millions de personnes sont asthmatiques, dont 100 à 125 millions d'enfants, avec à la clef 442 000 décès (chiffres 2023 de l'OMS). Dans les pays riches, l'asthme plafonne pour les adultes et continue à progresser pour les enfants, mais continue à monter fortement en Asie, en Amérique latine et en Afrique, là où le capitalisme délocalise sa

pollution. La progression des allergies et de l'asthme apparaît comme la combinaison de plusieurs facteurs qui se renforcent : la perte de la biodiversité du microbiote cutané, intestinal et respiratoire à laquelle nous sommes exposé·es dans notre petite enfance, mais aussi diverses pollutions, subies notamment pendant la grossesse et la petite enfance, atmosphérique, domestique, tabagique, la mauvaise aération des logements, l'urbanisation et la pollution routière avec le choix du tout-automobile individuelle.

Mais le réchauffement climatique favorise aussi une saison pollinique plus précoce, plus longue et plus intense, alors que la montée du CO2 favorise une charge en protéines allergisantes plus grande et des particules polliniques plus petites, encore fragmentées par les pollutions, les particules fines et l'ozone, remontant plus loin dans les petites bronches. Chaque bouffée d'air pur qu'il aurait fallu préserver avait un coût, que le capitalisme a refusé de payer.



Coulée de boue au Népal en 2026. © Shankar Giri / Oxfam.

La chaleur ne tue pas que les corps : capital fossile et effondrement psychique !

La chaleur augmente la fatigue psychique, multiplie les passages à l'acte par défenestration ou armes à feu, majore les effets secondaires des médicaments psychotropes, antipsychotiques et antiépileptiques, par déséquilibre des taux de lithium ou par déshydratation dans les troubles bipolaires. En cas d'hyperthermie, ces médicaments majorent les risques de décès. Une simple hausse d'un écart-type de réchauffement (de quelques dixièmes de degré à plus d'un degré selon les régions) de la température saisonnière augmente de 4 % les violences entre personnes, surtout âgées ou isolées socialement, comme les sans-domicile, et de 14 % celles entre groupes (guerres, émeutes, conflits civils, etc.), selon une étude de 2013 des universités de Berkeley et Princeton (12). Avec les fortes chaleurs, les patient·es restent confiné·es chez elleux, sont moins

observant·es et échappent plus facilement à la bienveillance de leur entourage et des soignant·es.

L'éco-anxiété a fait un bond de 20 % en deux ans en France, avec les épisodes caniculaires de cet été, notamment chez les 15-24 ans, selon l'Observatoire de l'éco-anxiété. Même si les échelles d'anxiété sont toujours sujettes à débat, le chiffre cité – 15 millions de personnes éco-anxieuses en France, et 1,1 million de personnes en plus dans la catégorie anxiété sévère – donne une idée de l'importance du problème.

Le Covid-19 avait déjà renforcé les tendances lourdes de notre société libérale : isolement social, enfermement dans les réseaux sociaux, exigences toujours plus fortes en matière de concurrence et de performance éducative ou d'image, notamment pour les jeunes femmes, précarité et avenir marqué par les crises et les guerres. L'éco-anxiété face au réchauffement climatique aggrave encore ces tendances. Même si ces chiffres peuvent cacher des décompensations psy, le fait majeur de cette anxiété réactionnelle est à rechercher dans une double approche, qui a plus à voir avec la bio-sociologie qu'avec la psychiatrie et la pathologie : la maltraitance des corps par la chaleur, la souffrance sociale face à l'inaction contre le dérèglement climatique, parfois la culpabilité de ne pas pouvoir faire face à l'inaction du capital. Avec à la clef des comportements plus violents pour les jeunes hommes, et des suicides, des automutilations et des troubles alimentaires plus fréquents chez les jeunes femmes. Nous faisons face à deux formes cliniques pour un même diagnostic, très politique : le capitalisme extractiviste et l'inaction climatique gouvernementale font souffrir les corps et le psychisme, dans une épidémie de lucidité qui fait souffrir, tant qu'elle ne se transforme pas en mouvement d'espoir collectif.

Bangladesh, les dynamiques croisées d'un pays qui se noie

Le Bangladesh est un pays plat de delta, entre les grands fleuves himalayens glacés qui fondent à grande vitesse et le golfe du Bengale dont le niveau monte. C'est un pays frappé par les inondations de la mousson et d'El Niño. Un des pays les plus densément peuplés du monde, avec 175 millions d'habitant·es, 1 300 habitant·es au km². Depuis la révolution verte, le FMI et la Banque mondiale l'ont forcé à se spécialiser dans la culture du riz. Avec un degré d'élévation de la température nocturne, la productivité du riz chute de plus de 10 %. Avec la montée des océans, l'eau salée s'insinue partout, jusqu'à 100 km des côtes, diminuant encore la récolte de riz. Dès aujourd'hui, il connaît une baisse de 12 % de la production agricole en raison du réchauffement, alors que 20 % de sa mortalité infantile est due à la salinisation de l'eau douce. Il risque de perdre 11 à 17 % de ses terres d'ici 2050, avec 13 à 22 millions de déplacé·es. Les femmes doivent toujours chercher plus loin l'eau douce. L'exode rural et la

pauvreté s'amplifient, la santé humaine est menacée par la salinisation (qui provoque de l'hypertension, des insuffisances cardiaques et rénales...) et la baisse des revenus, ainsi que la santé des animaux d'élevage qui fournissent une part des protéines. Face à la crise rizicole, les paysan·nes se tournent vers l'élevage de crevettes pour l'exportation, remplissent des bassins d'eau salée, ce qui accroît encore le phénomène de salinisation des eaux et des puits! Le golfe du Bengale est un des points de départ des épidémies de choléra, une maladie liée aux eaux usées. Les inondations font déborder les latrines, polluent les rares points d'eau qui subsistent, où se regroupent les populations déplacées et affaiblies.

Depuis les années 1970, pour faire face aux besoins accrus en eau de la monoculture du riz et lutter contre le choléra, avec l'aide d'ONG et du gouvernement, des dizaines de milliers de puits ont été creusés. Dès les années 1990, les scientifiques se sont aperçu·es que les puits – plus de la moitié aujourd'hui – sont contaminés à l'arsenic, dont l'intoxication chronique provoque fatigue, cécité nocturne, maladies cardiaques, cancers de la peau, des poumons, du foie, du pancréas, diarrhées, atteintes neurologiques... Le rapport avec le réchauffement climatique est une longue chaîne. Les roches sédimentaires himalayennes amènent de l'arsenic insoluble. Pour lutter contre les inondations (fonte glaciaire et montée des océans), partout des bassins sont creusés, pour surélever les maisons et les villages. Dans ces bassins, les matières organiques et bactéries s'unissent pour solubiliser l'arsenic, qui passe dans les puits peu profonds. Un décès sur 5 dans les zones contaminées au Bangladesh serait dû à l'arsenic.

Le réchauffement climatique est aussi responsable d'une augmentation en nombre et en intensité des cyclones, avec son cortège d'inondations particulièrement redoutables dans ce plat pays. L'urgence est à une politique de lutte mondiale contre le réchauffement climatique, mais aussi une politique publique de prévention des effets du réchauffement, qui peut être efficace. Si le cyclone Bhola a fait environ 300 000 mort·es en 1970, les alertes précoces, abris, digues et volontaires communautaires ont permis que le nombre de mort·es liés aux cyclones soit depuis divisé par 100 selon la Banque mondiale. À comparer avec l'absence d'adaptation d'un pays voisin comme le Myanmar où le cyclone Nargis de 2008 a fait 140 000 morts. D'un côté, au Bangladesh, la société civile, le Croissant rouge et des syndicats puissants, notamment paysans, imposent une politique d'investissements publics, de prévention, s'appuyant largement sur une aide sociale de terrain de volontaires communautaires, et de l'autre, au Myanmar, une dictature militaire bloque l'information et l'aide humanitaire internationale, ce qui rend beaucoup plus difficile et beaucoup moins efficace l'aide communautaire (médecins, prêtres, paysans...) qui a cependant joué un rôle majeur de solidarité au moment de Nargis, contre un État militaire

défaillant. Ce n'est pas seulement la puissance des vents qui dicte le nombre de mort-es, c'est aussi la mobilisation populaire et communautaire.

Les femmes, premières victimes du patriarcat climatique

La hausse des températures augmente les risques de violences conjugales, les mariages précoces avant 14 ans, et la baisse des revenus féminins, comme le souligne *Global Environmental Change* dans une étude parue en novembre 2020. Ce n'est pas la nature qui est cruelle pour les femmes, mais bien un monde patriarcal. On leur refuse la terre, le crédit, on les frappe quand le monde devient invivable, tandis que les jeunes filles deviennent une bouche supplémentaire à nourrir qu'il faut marier rapidement. Pour chaque degré supplémentaire, *JAMA Psychiatry* de juin 2023 retrouve une hausse de 6,3 % des violences domestiques, physiques et sexuelles, dans une étude de suivi portant sur 190 000 femmes d'Inde, du Pakistan et du Népal. Un chiffre qui monte même à 8 % pour les violences physiques en Inde. Selon l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, l'écart de revenus entre les femmes et les hommes dans les campagnes se creuse de 34 % pour chaque degré supplémentaire.

En 2010, une étude californienne (13) révélait qu'une hausse moyenne de 5,6 °C augmentait de 8,6 % le risque d'accoucher prématurément. Une augmentation confirmée par l'étude Sepages sur 700 femmes grenobloises enceintes, qui incriminait surtout les variations brutales de chaleur, type canicules.

Le capital brûle la planète, les peuples doivent l'éteindre !

Le compte à rebours du *Lancet* voulait sonner l'alarme sur le seuil des 1,5°C, bientôt dépassé. Si le diagnostic est juste, la solution espérée est erronée : conseiller au capital de limiter ses émissions, car la facture serait trop lourde, c'est oublier qu'il socialise les pertes et privatise les profits. Les 1 % les plus riches émettent autant de CO2 que les 5,1 milliards les plus pauvres (14). Les 100 plus grandes entreprises fossiles, dopées par les investissements bancaires, ont déjà engagé de quoi produire le triple de la production compatible avec 1,5 °C. Mais la facture est présentée aux plus pauvres et fragiles, aux femmes, aux peuples indigènes, aux petits États insulaires.

Nous vivons peut-être un point de bascule. Les maladies de civilisation, les cancers – en hausse de 80 % chez les moins de 50 ans depuis 1990 (15) – et la mortalité cardiovasculaire, combinées au réchauffement planétaire, inversent la dynamique de gain d'espérance de vie qui a marqué le dernier demi-siècle, avec 3,5 mois gagnés en moyenne chaque année. Mais cette moyenne cache toutes les inégalités du monde. En France, l'espérance de vie des 5 % les plus pauvres

recule, quand elle continue à progresser chez les 5 % les plus riches. Il y a 13 ans d'écart chez les hommes et 8 ans chez les femmes, donc jusqu'à 17 ans d'écart entre une femme riche et un homme pauvre (16) . Les riches espèrent faire sécession dans un monde d'inégalités qui brûle.

Les systèmes qui émettent des gaz à effet de serre émettent aussi des polluants, fabriquent des pandémies, menacent la sécurité alimentaire, déforêtent, provoquent l'effondrement de la biodiversité. Une justice sociale et climatique fondée sur la décroissance, l'expropriation capitaliste et le partage planétaire des richesses ne serait pas un sacrifice, mais la promesse d'une meilleure santé pour tou·tes, d'une vie réconciliée avec la nature et le genre humain. Dans un monde qui préfère les bombes, les guerres impérialistes ou génocidaires aux hôpitaux, nie le climat, démantèle la solidarité sanitaire internationale, accapare terres et eau, repousse le *Green Deal* européen, détourne la colère vers les étranger·es ou les écologistes, la révolution des flamants roses qui balaye l'Albanie offre un peu d'espoir (17) : la défense d'une zone naturelle protégée accaparée par la famille Trump aboutit à la dénonciation d'un pouvoir corrompu et à une exigence démocratique. Un mélange porté par les exploit·es, seule force qui n'attend jamais l'autorisation du capital pour agir.

Le 7 septembre 2026

- 1 *Nepal Country Climate and Development Report*, Katmandou, 15 septembre 2022.
- 2 Robine et al., *Comptes Rendus Biologies*, 2008.
- 3 La troposphère est la première et la plus basse couche de l'atmosphère de la Terre, comprise entre la surface du globe et la stratosphère. Sa limite supérieure, la tropopause, se situe à une altitude d'environ 8 à 15 kilomètres selon la latitude et la saison.
- 4 L'emphysème est une maladie pulmonaire caractérisée par une destruction progressive et irréversible des alvéoles pulmonaires. À terme elle peut entraîner de graves problèmes pulmonaires et cardiaques.
- 5 Chen et al., « Global mortality burden of landscape fire smoke », *The Lancet*, novembre 2024.
- 6 Le pergélisol, parfois désigné par le terme anglais *permafrost*, est la partie d'un cryosol gelée en permanence, au moins pendant deux ans, et de ce fait imperméable. Ce sol est constitué de pierres et de terre scellées entre elles par de l'eau gelée.
- 7 Le mitage désigne l'implantation dispersée de maisons, de bâtiments ou d'infrastructures dans des espaces ruraux ou naturels, sans plan d'urbanisme global ni continuité avec les zones déjà bâties.

- 8 Carlson, Albery et al., « Climate change increases cross-species viral transmission risk », *Nature*, 28 avril 2022.
- 9 OMS, *World Malaria Report 2025*, 4 décembre 2025.
- 10 Mora et al., « Over half of known human pathogenic diseases can be aggravated by climate change », *Nature Climate Change*, août 2022.
- 11 Décembre 2024.
- 12 Méta-analyse de Solomon Hsiang, Marshall Burke et Edward Miguel, *Science*, 2013.
- 13 Basu, Malig et Ostro, *American Journal of Epidemiology*, 2010.
- 14 *Climate Equality : A Planet for the 99 %*, Oxfam, novembre 2023.
- 15 Zhao et al., *BMJ Oncology*, septembre 2023.
- 16 Insee Première, « L'espérance de vie par niveau de vie ».
- 17 Gerhard Klas, « Trois mois de manifestations de masse : à qui appartient l'Albanie ? », Inprecors, 16 août 2026.

Rechercher

Lettre d'infos hebdo

☐

J'accepte de recevoir
des courriels.

Valider

Agenda

Jeudi, 15 octobre 2026 - 19:00 **Rencontre avec Gilbert Achcar**